

Pouvoir - Opposition:

Dialogue de sourds

Il y a quelques jours, les partis d'opposition étaient sur le point de remettre au pouvoir une plateforme de revendications pour sortir le pays de la crise politique. Les poursuites judiciaires engagées, dans le cadre de l'affaire du putsch, contre trois dirigeants de cette opposition auraient convaincu ces partis de renoncer – ou du moins de surseoir – au lancement de leur initiative.

Depuis quelques mois, les partis d'opposition cherchent à reprendre de la voix et à agir sur la situation. La parenthèse désastreuse de la présidentielle de 2003 semble avoir été oubliée. Les risques qui pèsent désormais sur la stabilité du pays après deux présumés tentatives de putsch au cours des derniers mois de l'année 2004 ont convaincu les opposants, même les plus radicaux, à dépasser les petits calculs politiques pour penser à l'avenir de la nation. Dans cette optique, les dirigeants de l'opposition ont entrepris une série de réunions pour analyser la situation et arrêter les mesures appropriées pour y faire face. Après moult tractations et beaucoup d'hésitations, ils étaient parvenus à s'entendre sur le fait que la situation du pays était grave et que le dialogue

Suite en page 3

Dialogue de sourds

Suite de Une

entre les différents acteurs de la scène politique était la seule voie possible pour résoudre la crise. L'arrestation de certains des dirigeants du putsch manqué du 8 juin 2003 a contribué à convaincre les plus sceptiques et les plus radicaux de l'opposition de ne plus miser sur la solution militaire et à s'engager résolument dans la voie du dialogue avec le pouvoir. Les différents séminaires organisés cette année par le PNUD et auxquels avaient participé des représentants de l'opposition et de la majorité présidentielle ont aidé également à l'émergence d'un nouveau climat de confiance entre les deux parties et ont démontré la possibilité pour tout le monde de s'asseoir autour de la même table et de discuter, dans la sérénité, de tous les problèmes du pays.

Eviter les sujets qui fâchent

Ces facteurs réunis avaient donc amené les partis d'opposition à penser au lancement d'une initiative politique afin de concrétiser leur nouvelle approche pour la résolution de la crise politique. Dans ce cadre, ils ont décidé d'élaborer une plate-forme revendicative qu'ils allaient présenter au pouvoir. Cette plate-forme tranchait complètement avec les revendications, jusqu'ici pas très réalistes, de l'opposition. Le souci de ne pas énerver le pouvoir était visible à travers les points évoqués. Il

n'y a par exemple pas trace de reprise du processus démocratique, ni d'évocation du passif humanitaire du régime. Les sujets qui fâchent auraient été soigneusement évités, ce peut être interprété comme nouvelle volonté réelle chez les partis d'opposition de provoquer un dialogue sérieux avec le pouvoir.

Selon les informations qui ont filtré, cette plate-forme comporte quatre points très généraux qui tournent autour du dialogue comme option et mode de résolution des problèmes, le respect des règles d'un État de droit, l'élaboration d'un code électoral consensuel et la stabilisation économique et sociale de la situation du pays. Afin de réussir leur coup, les partis d'opposition avaient tenu à ne pas publier leurs revendications avant de les présenter au pouvoir. A ce propos, ils avaient convenu que leur plate-forme soit transmis au Ministère de l'Intérieur par quatre députés de l'opposition. Cela devrait être fait la semaine dernière. Au dernier moment, le président de l'APP avait demandé à ses pairs de lui accorder un temps supplémentaire afin d'informer les membres de son bureau exécutif sur les détails de la remise de la plate-forme au pouvoir.

Entre-temps, trois leaders de l'opposition sont convoqués par le juge d'instruction chargé du dossier des put-

schistes. Ils seront entendus premièrement comme témoins avant d'être impliqués, deux jours plus tard. A partir de là, les choses commencent à se gâter. L'option du dialogue avec le pouvoir prend un sérieux coup. L'implication des trois dirigeants de l'opposition a plus que tempéré leur volonté de s'ouvrir au pouvoir.

Réunis dimanche (6 novembre) au siège du RFD, les partis d'opposition n'arrivent pas à s'entendre sur l'opportunité de continuer leur démarche au moment où le pouvoir joue l'escalade. Certains iront même jusqu'à dire que le président Ould Taya refuse tout compromis, qu'il cherche à humilier l'opposition et qu'il est par conséquent inconcevable pour eux de maintenir leur proposition pour le dialogue. Les défenseurs du maintien de l'initiative (essentiellement, l'UFP et le FP) échouent à ramener leurs amis "à la raison". Sans pour autant renoncer définitivement à l'option du dialogue, les partis d'opposition décident de prendre encore du temps pour savoir s'ils vont ou non maintenir cette initiative. Cette attente ou ce temps supplémentaire est presque synonyme de la mort de cette initiative et du retour à la case départ: statu quo ante avec tout ce que cela comporte comme risque de dérapage pour le pays.